



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas  
relative à la révision générale du plan local d'urbanisme  
de la commune de Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie)**

Décision n° 2016-ARA-DUPP-00052

**DÉCISION du 5 août 2016**  
**après examen au cas par cas**  
**en application des articles R104-28 et suivants du code de l'urbanisme**

Le président de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 et R104-1 à R104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 1<sup>er</sup> juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2016-ARA-DUPP-00052, déposée complète par le maire de Saint-Julien-en-Genevois le 6 juin 2016 relative à la révision générale du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) ;

Vu l'avis du directeur de l'agence régionale de santé en date du 17 juin 2016 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de Haute-Savoie en date du 27 juillet 2016 ;

Considérant que le dossier présenté relève de l'article R104-8 du code de l'urbanisme et qu'il consiste en une révision générale du PLU de Saint-Julien-en-Genevois (74) ;

Considérant que la commune de Saint-Julien-en-Genevois est incluse dans le périmètre du SCoT de la communauté de communes du Genevois, approuvé le 16 décembre 2013, dont le projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale et qui notamment :

- organise et encadre la consommation d'espace, pour l'habitat et les activités économiques des communes concernées, ainsi que la préservation des milieux naturels, des paysages, de l'agriculture et la gestion des mobilités sur son territoire ;
- prescrit l'inscription au PLU de Saint-Julien-en-Genevois de la création d'un total de 39 ha de zones d'activités précisément positionnées (extension Ouest d'Archamps Technopôle, 12ha ; extension de la zone sous le Puy, 3ha ; extension de la ZAE des Envignes, 4ha ; création de la zone de

Cervonnex, 20ha) ;

- prescrit une étude spécifique pour approfondir la prise en compte de la biodiversité et de la trame verte et bleue par le projet d'extension Ouest de la technopôle d'Archamps et ainsi garantir la préservation de la fonctionnalité du corridor écologique de Lathoy ;

Considérant que le projet de PLU exprime clairement les enjeux de consommation d'espace sur la commune pour l'habitat et les activités économiques et qu'il met en œuvre des actions concrètes de maîtrise de la consommation foncière en favorisant le renouvellement urbain ;

Considérant que le projet assure la préservation des espaces environnementaux stratégiques (zones humides, cours d'eau, continuités écologiques identifiées par le schéma régional de cohérence écologique, ZNIEFF du Bois d'Ogny) ;

Considérant que le projet examine et affiche des orientations en faveur de la prise en compte des enjeux environnementaux identifiés, notamment en lien avec le développement des mobilités alternatives aux véhicules motorisés individuels, la préservation des milieux naturels et agricoles et des perspectives paysagères ;

Considérant qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de révision générale du PLU de la commune de Saint-Julien-en Genevois (74), présenté par le maire de Saint-Julien-en Genevois, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### **Article 2**

La présente décision ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le plan peut être soumis.

### **Article 3**

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Le président de la mission régionale d'autorité  
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes



Jean-Pierre Nicol

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

### Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
siège de Clermont-Ferrand  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand  
6 cours Sablon  
CS 90129  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1